

Les nouveaux espions du Kremlin

Antoine Colonna

DANS **OUTRE-TERRE** 2007/2 n° 19 , PAGES 101 À 113

ÉDITIONS **OUTRE-TERRE**

ISSN 1636-3671

ISBN 9782749209203

DOI 10.3917/oute.019.0101

Date de mise en ligne : 01/06/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-oultre-terre1-2007-2-page-101?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Outre-terre.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les nouveaux espions du Kremlin

Antoine Colonna

Depuis la première élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Fédération de Russie, les services secrets sont redevenus, après la dissolution du KGB puis la parenthèse des années Eltsine, un élément important dans la géographie politique du Kremlin. Petit à petit, ils se sont à nouveau affirmés comme l'un des éléments essentiels, en mesure d'appuyer aussi efficacement que discrètement le pouvoir. Le président Poutine, issu de leurs rangs, n'a pas hésité à s'entourer largement de ces experts. Ils comptent parmi les mieux formés du pays et sont habitués à agir dans les situations difficiles, ce qui est précisément le cas d'une Russie à laquelle le Kremlin veut rendre sa place de puissance de premier plan. Les hommes du FSB (Service fédéral de sécurité) sont ainsi depuis huit ans, comme leur emblème le suggère, le bouclier et le glaive de cette politique volontariste. Ils sont actifs sur le plan tant de la sécurité intérieure que de la sécurité économique de la Russie. Le SVR et le GRU viennent, dans les domaines extérieur et militaire, compléter le dispositif des « services » de la nouvelle Russie. L'activité extérieure de la communauté du renseignement russe a, aujourd'hui, dans un contexte certes différent, atteint des niveaux équivalents à celui des années 1970. Ces derniers mois, l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa ou encore l'empoisonnement à Londres de l'ex-agent du FSB Litvinenko ont été attribués, sans nuance, par les médias occidentaux aux nouveaux espions du Kremlin. Pour autant, Vladimir Poutine continue d'accorder toute sa confiance à ceux qui se surnomment encore entre eux les « tchékistes ». Derrière ce terme provocateur, les hommes des services sont aujourd'hui d'un genre nouveau, ni anges ni démons, mais à l'image de leurs collègues occidentaux des professionnels d'un des plus vieux métiers du monde.

Antoine COLONNA, *rédacteur en chef de Intelligence & Stratégie*, lettre d'actualité géostratégique, <www.intelstrat.org>.

L'implosion du KGB

21 août 1991 : des putschistes issus du KGB ¹ et des « organes de force » retiennent prisonnier sur son lieu de vacances le président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev.

Boris Eltsine, alors président de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, gagne le Parlement encerclé par des véhicules blindés et se fraye un chemin à travers une foule hésitante. La tension dans Moscou monte d'heure en heure en cette journée d'été. Des nouvelles contradictoires sur le sort de Gorbatchev ne cessent d'affluer. Eltsine n'hésite plus, il doit empêcher l'assaut contre le Parlement, le Belyj Dom ², où se sont retranchés ses partisans. Il monte avec quelques fidèles, dont l'ex-général du KGB Alexandre Korjakov, sur l'un des chars et fait face.

Ce putsch raté marque symboliquement la fin de l'URSS ; il légitime et accélère sa dissolution, de même que celle du Parti communiste et du KGB, dont les principaux responsables, Vladimir Krioutchkov en tête, se trouvent impliqués dans ce coup d'État. Conséquence immédiate de cet échec : la poursuite totale et sans opposition possible de la politique de réforme initiée par Gorbatchev. Boris Eltsine, le héros du jour, retira de cet événement une crédibilité internationale qui s'érodera au cours des années et encore plus vite aux yeux des Russes, qui, en amateurs de théâtre, ne tarderont pas à découvrir les ficelles de la farce qui leur a été servie.

En revenant sur ce mythe fondateur des années Eltsine, on comprend qu'une nouvelle fois les services secrets et le monde politique ont joué, ensemble, un tour pendable.

En effet, lors du putsch de 1991, le KGB ne suivra pas dans les faits l'action entreprise par le GKCP ³. Et l'activité des putschistes eux-mêmes est restée très ambiguë.

Quelques exemples : dans la nuit du 19 août 1991, lorsque la crise est déclenchée, les commandos à *destination spéciale* du KGB, les Spetsnaz ⁴ du groupe Alpha ⁵, prennent position autour de la maison d'Eltsine dans la banlieue moscovite. Pour l'arrêter ? On aurait pu le croire : les Alpha, commandés par le major-général Viktor Karpoukhine, n'ont pas l'habitude de se déplacer pour

1. Komitet Gosudarstvennoj Bezopasnosti [comité pour la sûreté de l'État].

2. « Maison blanche » en russe.

3. Gosudarstvennyj Komitet po črezvyčajnomu položeniju [comité d'État pour l'état d'urgence], ou GKCP [GKČP].

4. Vojska Special'nogo Naznačeniija.

5. Créé par Iouri Andropov, alors directeur du KGB.

rien. Mais ils le laissent partir – lui qui est le chef de l’opposition – pour Moscou. Le KGB lui donne donc l’avantage essentiel dans ce type de crise : la liberté de mouvement et de parole.

Ce n’est pas la seule incohérence : plus tard, lorsque le directeur du KGB, Krioutchkov, ordonne aux commandos Alpha de prendre d’assaut la Maison blanche moscovite ⁶, ces derniers désobéissent, mettant un terme au putsch qu’ils avaient une nouvelle fois l’occasion de gagner.

Pendant ce temps, à Foros...

Toujours aussi troublant est l’épisode de l’arrestation de Gorbatchev à Foros, le 18 août. Cinq hommes délégués par le GKCP se présentent à la datcha présidentielle. Parmi eux Iouri Plekhanov, chef du directeurat « protection » du KGB, donne l’ordre à Vladimir Medvedev, chef de la garde rapprochée du président, de rejoindre Moscou. Bien que son unité soit composée à ce moment-là de trente-deux hommes, il suivra Plekhanov sur-le-champ...

Gorbatchev est apparemment isolé du monde. Le téléphone de sa maison a été coupé. On apprendra plus tard que le téléphone de sa voiture, stationnée dans le garage ouvert de la datcha, ou encore celui de la mairie de Foros lui étaient accessibles. Les historiens qui ont étudié heure par heure le déroulement des événements savent même que des gardes du corps du président ont utilisé ces téléphones pour appeler leurs familles. De plus, ces derniers n’ont été à aucun moment désarmés. Comment expliquer cette passivité des gardes du corps ? De retour à Moscou, Gorbatchev affirmera pourtant avoir tout tenté pour entrer en contact avec l’extérieur et pour quitter Foros...

Des comploteurs graciés...

Après le « coup », quatorze personnes sont accusées. Elles seront toutes graciées, à l’exception notable du général Valentin Varennikov, qui exigera d’être jugé et qui sera amnistié.

Le journaliste et universitaire français Pierre Verluise note à propos du déroulement des événements :

La technique utilisée se fonde sur la réception psycho-émotionnelle. Elle choque et bouleverse chaque fois davantage le récepteur. Cela bloque sa capacité de raisonnement. Ce qui empêche le récepteur de sélectionner et de vérifier l’information. En

6. La Maison blanche était le siège du Parlement de Russie à Moscou. Elle est aujourd’hui le siège du gouvernement.

effet, cette stratégie communicante bloque le raisonnement du récepteur. Quand l'information devient spectaculaire, il existe toujours une dose de spéculation. Dès lors, le message peut se décaler par rapport aux faits. Il devient difficile de mesurer la part des faits et la part de l'émotion ⁷.

De la même manière, dans le monde de l'espionnage, l'échiquier politique russe est peuplé d'agents doubles. Censés incarner une posture politique, ils œuvrent souvent dans le sens d'objectifs inverses à ceux qu'ils affichent. Ainsi, tous les mouvements démocratiques de la fin des années 1980 et du début des années 1990 ont été non seulement infiltrés par le KGB et son 5^e département, mais lancés et financés par lui ⁸. Soulignant encore l'implication de Gorbatchev dans le putsch, l'historien Michel Heller indique qu'Alexandre Iakovlev, celui qui déclara : « Nous allons prendre le donjon pour détruire le château », était au courant des préparatifs du coup. « Si Iakovlev savait, Gorbatchev ne pouvait l'ignorer. Pourtant, il n'a rien fait pour l'empêcher. D'une manière ou d'une autre, Gorbatchev est impliqué ⁹. »

Impossible ? On sait que le KGB avait mis en place d'importants moyens d'intoxication et de désinformation. Ces opérations étaient surnommées « noires ». Techniquement, elles étaient de la responsabilité du département « A » du Premier directeur, fort d'au moins 120 officiers. Ces effectifs ont été sensiblement renforcés pendant les années de *perestroïka*. Selon le transfuge Oleg Gordievski, elles représentaient 25 % de l'emploi du temps des officiers du PGU chargés des affaires politiques en poste à l'étranger.

Autre élément troublant, les options politiques des putschistes. Les hommes qui forment le GKCP étaient aussi des partisans ouverts des réformes. Le numéro un du KGB, Vladimir Krioutchkov, et ses adjoints professaient publiquement leur soutien à la *perestroïka*. Leur chef n'avait-il pas déclaré : « Les organes de la sûreté de l'État furent les premiers, et bien avant 1985, à lancer une formule par la suite devenue un lieu commun : "On ne peut plus vivre ainsi" » ?

Parmi les autres personnages impliqués dans cette affaire, citons encore Guennadi Ianaev, le vice-président choisi en 1990, « une personne de toute confiance, pour affronter les tournants les plus difficiles de ma vie », dira de lui Gorbatchev plaidant sa nomination devant le Parlement. Ou encore Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême, qui avait fait ses études de droit avec le président soviétique, et qui dira d'ailleurs plus tard que Gorbatchev était

7. Pierre Verluise. « Un coup monté ? » *Quotidien de Paris*, 22 août 1991.

8. Alexei Kandaurov, porte-parole du FSK (Service fédéral de contre-espionnage russe), entretien avec *Panorama* (Milan), 4 février 1994.

9. *Quotidien de Paris*, 27 août 1991.

parfaitement au courant des préparatifs et n'avait absolument rien fait pour s'y opposer ¹⁰.

Un homme comme Gorbatchev, rompu aux subtilités du Politburo, a-t-il laissé faire, pensant qu'il pourrait tirer un avantage exclusif des événements ? D'autant que des fuites avaient déjà eu lieu concernant la préparation d'un putsch. Le maire de Moscou de l'époque, Gavriil Popov, s'en était ouvert à l'ambassadeur des États-Unis, Jack Matlock, et reste persuadé que Gorbatchev a tout fait pour encourager les putschistes ¹¹.

Malgré ce qu'il savait certainement, Gorbatchev n'avait pas prévu qu'il perdrait le pouvoir. Il se voyait soit en tant que champion du camp démocrate, soit – au pire – comme modérateur des exigences des putschistes. Tout restait ouvert.

Quand le KGB complotte contre l'URSS

En réalité, c'est donc bien le KGB qui va dissoudre l'URSS. Comme l'a affirmé Filipp Bobkov, ancien directeur du département politique du KGB (le 5^e directorat), le service est à l'origine de la *perestroïka*. Cet éclairage permet de dissocier entre elles des entités presque synonymes : le KGB et l'URSS. Après s'être pendant des années nourris l'un de l'autre, leurs destins s'unissaient une dernière fois dans un suicide commun. Le KGB y entraînera définitivement l'empire qu'il devait défendre. De cette mort, seul le KGB, sous une forme renouvelée, est aujourd'hui revenu. La réalité qui nous conduit jusqu'aux événements d'août 1991 est donc plus complexe et plus ancienne aussi. En effet, il faut remonter aux années 1960 pour voir se dessiner dans l'esprit de l'un des dirigeants de l'URSS et pour un temps directeur du KGB qu'il avait transformé en service moderne, Iouri Andropov, le processus qui fera sortir la Russie du communisme. C'est lui qui va donner la première impulsion à ce long mouvement.

L'explosion Eltsine

La fin de l'URSS annonce cependant aussi de mauvaises heures pour l'appareil du KGB. Vadim Bakatine, ancien ministre de l'Intérieur, connu pour ses positions réformistes, est nommé à la tête des services... pour les dissoudre.

10. *Pravda*, entretien du 21 juillet 1992.

11. Voir Michael Dobbs. « Moscow Mayor Sought US Help to Head Off Suspected Coup », *Washington Post*, 17 févr. 1993.

Dans un entretien avec J. Michael Waller ¹², le personnage se souvient de sa nomination par Gorbatchev et Eltsine. La scène se passant dans la salle « noisette » du Kremlin à la fin du mois d'août 1991.

Gorbatchev me pria de m'asseoir à côté de lui sur la chaise restée libre, et pendant que je m'y installais, il dit : « Nous vous voulons pour directeur du KGB. » Je répondis que je ne devrais pas, mais qu'en revanche, Yuri Ryžov pourrait l'être. Certains présidents des Républiques dirent qu'ils ne lui faisaient pas confiance. Je précisai alors que je m'étais toujours prononcé pour la liquidation du KGB. Eltsine me coupa : « C'est bien pour cela que nous vous voulons comme directeur » et, se tournant vers Gorbatchev, il ajouta : « Mettons cela dans le décret ». Je regardai l'assistance, et tous les présidents étaient d'accord.

Le nom de Bakatine restera lié, aujourd'hui encore, à une affaire qui fut mal vécue par les officiers du renseignement russe. Il avait décidé de communiquer aux services américains, en signe de bonne volonté, le plan complet de la « sonorisation » de l'ambassade des États-Unis à Moscou. Un choix qui ne fut pas payé de retour. En effet, au même moment un rapport des services extérieurs russes ¹³ révélait que, dans la nouvelle ambassade russe de Mount Alto à Washington, la partie d'habitation avait été « sonorisée » par les Américains au moyen de cinq réseaux d'écoutes indépendants et de dizaines de micros. La partie administrative du bâtiment avait également été truffée de plus de 150 capteurs et micros. Dans l'immeuble de la délégation russe auprès de l'ONU à New York, la situation était comparable.

C'est l'époque où les services vont connaître, à l'instar du pays, des moments difficiles. Les services intérieurs de renseignement russes ne comptent plus que 40 000 hommes lors du départ de Bakatine (comparés aux 490 000 du KGB soviétique) et ils resteront confrontés à la forte instabilité de leur structure, les directeurs se succédant au rythme de douze mois en moyenne. Les dégâts pour le renseignement extérieur russe sont également considérables, laissant libre un espace qui sera rapidement occupé par les services occidentaux. Cela est particulièrement vrai pour les réseaux du SVR installés en Amérique latine, en Asie et en Afrique, et qui seront fermés pour des motifs budgétaires.

Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Boris Pankine – pour l'essentiel nommé parce qu'il avait pris position contre le putsch – approuva cette réforme et en profita pour remercier tous les *sosedi*, les hommes du Premier directeur, en poste dans son ministère. Il précisera plus tard que 50 % des diplomates russes en poste à Washington appartenaient au KGB, quant le FBI pensait

12. J. Michael Waller, « Russia: Death and resurrection of the KGB », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, vol. 12, n° 3, été 2004, p. 333-355.

13. Notamment grâce à la taupe du SVR au sein du FBI, Robert Hanssen.

qu'ils n'étaient que 25 %. Cette réforme était justifiée par de nombreux éléments. D'abord la médiocre opinion que Bakatine lui-même avait du KGB et de son Premier directeur : « Tout ce que j'ai pu voir et lire de leur travail est du niveau de Radio Free Europe/Radio Liberty ¹⁴. »

Ces changements furent néanmoins mal perçus à la Loubianka, le quartier général des services de renseignement. Après de nombreuses protestations, le directeur du Premier directeur, le général Leonid Chebarchine, finit par démissionner, ce qui, combiné à la nomination d'Evgueni Primakov à sa succession, marquait le début d'une nouvelle ère du renseignement extérieur. Chebarchine, qui avait gravi tous les échelons du KGB, aura marqué son époque comme le personnage qui, grâce aux taupes du PGU à la CIA et au FBI, lisait les fameux *President's Daily Briefings* (PDB) de la Maison-Blanche en même temps qu'ils étaient présentés aux présidents Ronald Reagan et George Bush. Sa démission fut accélérée par la nomination par Bakatine du colonel Vladimir Mihailovič Rožkov, ancien du contre-espionnage, en tant que premier directeur adjoint du service.

Selon le général Leonid Ivachov, ancien chef d'état-major de l'armée russe :

Cet affaiblissement aura eu une double conséquence : l'infiltration de la sphère politique russe par des éléments proaméricains et la réalisation de dossiers compromettants sur le personnel politique russe au profit de la CIA. Autre dispositif qui a affaibli la Russie, la mise en place d'ONG financées par les États-Unis dans le pays ¹⁵.

Seul le talent d'un Primakov pourra « limiter la casse » et remettre en état de marche l'ex-Premier directeur du KGB devenu SVR. Il faudra attendre une dizaine d'années après la disparition du KGB pour que le président Poutine reconstitue patiemment les pièces du puzzle. Ceci dans une large mesure au bénéfice du FSB, son service préféré, dont il va faire un outil de reconquête du pouvoir contre les oligarques.

La métamorphose

Après la dissolution du KGB et la phase difficile pour les services qui vont lui succéder, beaucoup de « tchékistes » vont passer au privé. Pour ces derniers, il s'agit de tirer le meilleur parti possible de leur savoir-faire en termes financiers. Les nouveaux grands groupes privés et les oligarques qui les dirigent vont s'entourer de spécialistes issus du renseignement et de forces spéciales aux

14. RFE/RL, radio américaine créée par la CIA et émettant pendant la guerre froide à partir de Prague, avec notamment des programmes en langue russe ; elle fut ainsi rapidement infiltrée par le KGB.

15. Entretien avec l'auteur.

méthodes expéditives. Ce sera notamment le cas de la compagnie pétrolière Ioukou de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski. De même, le général Bobkov sera recruté pour diriger le service de sécurité de la société de Vladimir Goussinski, MediaMost. À l'époque, le service de sécurité privé de MediaMost est fort de quelque 1 200 hommes, parmi lesquels une autre pointure du renseignement, le général Viktor Tchebrikov, ancien directeur du KGB de 1982 à 1988. Ils sont chargés par Goussinski de la protection et de la surveillance des bâtiments appartenant au groupe, lesquels regorgent d'impressionnantes archives bourrées de *kompromat*¹⁶ constituant une menace pour les hommes d'affaires et les hommes politiques ; ils sont également chargés d'effectuer des écoutes téléphoniques. Quatre hommes sont payés à plein temps pour faire fonctionner les détecteurs de mensonges¹⁷.

Ce clone d'un service de sécurité qui pourrait faire rêver des chefs d'État finit par agacer sérieusement le Kremlin. Quelques années plus tard, Poutine s'emploiera à chasser ces barbouzes devenues indésirables. Ainsi, un groupe d'enquêteurs privés, Agentstvo Federal'nyh Rassledovaniij¹⁸, constitué d'anciens journalistes de la *Komsomol'skaja Pravda* très bien renseignés, semble-t-il, par les « organes » officiels, cette fois, publièrent sur Internet des centaines de documents. Il s'agissait de comptes rendus d'écoutes réalisées par le service de sécurité de MediaMost qui avait méthodiquement fiché et espionné quelque 140 politiciens, journalistes et hommes d'affaires¹⁹, tels que la fille du président Eltsine, Tatiana Diatchenko, le patriarche Alexis II, l'ancien Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, Boris Berezovski, ou encore le présentateur vedette de télévision Sergueï Dorenko. Un coup porté à MediaMost, au moment bien choisi où le géant Gazprom tente de racheter le groupe de Goussinski, en 2000. L'oligarque sera contraint à l'exil, continuant d'ailleurs à être impliqué dans d'autres scandales financiers.

Reprise en main

Le phénomène des *siloviki*²⁰ aura marqué les deux mandats de Vladimir Poutine. Les hommes des structures de force, les *siloviki*, prendront de plus

16. En russe : de l'information compromettante.

17. Voir Renaud Rebardy. « Que reste-t-il du KGB ? », *Renseignement et opérations spéciales*, n° 5, juil.-août 2000.

18. Agence fédérale d'investigation. Voir <www.flb.ru>.

19. Voir Anna Badkhen, « Web Site Posts Dubious Database of Dirt », *Saint Petersburg Times*, 7 juil. 2000.

20. Terme générique désignant la très vaste famille des hommes issus des structures de force, Intérieur, Justice, Armée, services secrets.

en plus d'importance, au point de constituer une *nomenklatura* dans la *nomenklatura*.

En 2004, les *siloviki* représentent selon Olga Krychtanovskaïa, sociologue de l'Académie des sciences du Russie, et son collègue Stephen White ²¹ 25 % de la classe dirigeante (4 % à l'époque de Gorbatchev, 11 % durant le premier mandat d'Eltsine et 17 % pendant le second mandat de celui-ci). Toujours d'après ces auteurs, cette proportion monte à 58 % dans l'entourage immédiat du président et à 34 % dans celui des membres du gouvernement. En revanche, elle tombe à 18 % en ce qui concerne les élus à la Douma. Selon le politologue conservateur allemand Hans Huyn, 2 756 officiers des « organes » se sont présentés aux élections régionales et fédérales de 1990, et 85 % d'entre eux ont été élus. Pour Olga Krychtanovskaïa, qui a étudié quelque 3 500 biographies officielles, Poutine aurait ainsi reconstitué un véritable « politburo ».

Ce phénomène s'explique assez simplement dans la mesure où, à l'époque soviétique, les meilleurs éléments étaient repérés et sélectionnés pour être formés par le KGB. Sans compter la volonté politique de Vladimir Poutine de contrôler l'appareil d'État et de ne rien laisser au hasard.

Principaux *siloviki* de l'entourage immédiat de Poutine : Igor Setchine, numéro deux de l'administration présidentielle, Sergueï Ivanov, Sergueï Narychkine, Nikolai Patrouchev, Rachid Nourgaliev ou encore Sergueï Choïgou. Même l'éminence grise du Kremlin, Vladislav Surkov, aurait été un temps membre du GRU. Les dernières études en date sur le sujet et portant sur les 100 personnes les plus puissantes du pays montrent que seules 14 % d'entre elles, y compris Poutine et Sergueï Ivanov, sont des *siloviki*. Mais la proportion s'élève à 30 % si on compte ceux qui ont une expérience militaire ou ceux qui ont exercé une fonction au bureau du procureur général ²². Autre constat : les *siloviki* sont plus puissants dans les régions qu'à Moscou. Lors de sa visite à Moscou en juin 2007, Condoleeza Rice, chef de la diplomatie américaine, soulignant le caractère fort peu anodin de la question, demanda une réduction significative du nombre de *siloviki* dans les hautes sphères de l'État ²³.

L'affaire Litvinenko

À l'automne 2006 éclate une affaire embarrassante pour Moscou : Alexandre Litvinenko, ancien fonctionnaire du FSB, exilé à Londres dans l'en-

21. Chiffre pour 2003.

22. Voir Oleg Roldugin, « Kak stat' rossijskim ministrom? », *Sobesednik*, n° 18, mai 2007.

23. Voir Stanislav Lekarev, « Delo Litvinenko », *Argumenty Nedeli*, n° 23, 7 juin 2007.

tourage de Boris Berezovski, est empoisonné au polonium 210, un produit radioactif. On montre aussitôt du doigt, comme pour l'assassinat quelques semaines plus tôt de la journaliste Anna Politkovskaïa, Vladimir Poutine et ses sbires des « organes ». Pour la veuve de Litvinenko et l'un de ses proches, c'est Poutine qui est derrière cette opération. Le FSB n'ayant pas de polonium, il fallait l'aval du Kremlin et une approbation interagences pour que le produit soit transféré²⁴. Seconde hypothèse, défendue par un autre proche de la victime²⁵, mais plus douteuse : une mystérieuse organisation de vétérans des Forces spéciales, Honneur et Dignité, aurait monté les deux opérations et se préparerait à plonger de nouveau le Caucase dans la guerre pour forcer Poutine à faire un troisième mandat. Mais alors, pourquoi conduire une série d'opérations dont le seul effet est d'endommager l'image de Poutine sur le plan international comme dans l'opinion occidentale, ou retourner en Tchétchénie quand la situation commence juste à s'y stabiliser ?

Aucun spécialiste du renseignement n'aurait perpétré dans ce contexte des attentats aussi grossiers. L'avantage des empoisonnements, c'est qu'ils peuvent provoquer des crises cardiaques qu'on ne peut déceler, évitant toute publicité inutile. Autre contradiction, le polonium est l'un des produits les plus facilement détectables qui soient et aussi l'un des plus onéreux. Enfin, en admettant que Moscou ait réellement voulu réduire Litvinenko au silence, pourquoi utiliser un poison qui met près d'un mois à tuer, lui laissant autant de temps pour faire toutes les révélations qu'il avait toujours promis de faire ?

Pour l'heure, les justices britannique et russe s'affrontent par procédures interposées. Depuis des années, les Russes réclament l'extradition de Berezovski, qui a menacé publiquement et à plusieurs reprises de renverser le gouvernement russe, tandis que les Britanniques veulent l'extradition d'Andreï Lugovoï, selon eux le principal suspect dans l'affaire Litvinenko. Ce dernier a clamé son innocence en mai 2007 lors d'une conférence de presse, indiquant trois pistes possibles pour élucider l'assassinat : le MI6, la mafia russe, ou Boris Berezovski. L'hypothèse du MI6 a été relancée par les déclarations d'un ancien des services russes, Viatcheslav Jarko. Ce dernier explique comment il a été recruté par Litvinenko pour le MI6 et pourquoi, après cinq ans passés à Londres, il revient à Moscou, craignant d'être « la prochaine victime sacrificielle » de son ancien réseau « d'amis »²⁶.

24. Voir Marina Litvinenko, Alex Goldfarb, « J'accuse! », *Wall Street Journal*, 27 juin 2007.

25. *Kommersant-Vlast'*, n° 24, 25 juin 2007, entretien avec Evgenij Limarev.

26. Aleksandr Hinštein, « Menja verbovali rukami Litvinenko po navodke Berezovskogo », entretien exclusif avec l'ancien agent du MI6 Viatcheslav Jarko, *Moskovskij Komsomolec*, n° 143, 2 juil. 2007.

Cette affaire, celle d'Anna Politkovskaïa, ou encore, plus ancienne, celle de Viktor Iouchtchenko en Ukraine, appellent toutes trois des réflexions de même nature. Leur seul résultat, c'est d'accentuer les divisions entre Europe occidentale et Russie en renforçant la méfiance des opinions occidentales, d'une part, le camp isolationniste au sein du Kremlin, de l'autre. Alors que la qualité de cette relation sera l'une des clefs du siècle qui s'ouvre.

2008 : la dyarchie

C'est par ce terme que les analystes russes désignent la forme originale de gouvernement dont la Russie s'est dotée à l'issue des élections présidentielles du 2 mars 2008. Elles ont été remportées, avec 70,28 % des voix, par Dmitri Anatolievitch Medvedev, un professeur de droit de Saint-Pétersbourg, qui travaille avec Vladimir Poutine depuis dix-sept ans. Troisième président de la Fédération de Russie, c'est également le plus jeune chef d'État que le pays ait connu depuis le sacre de Nicolas II en 1894. Il été choisi par le Kremlin alors qu'il était en concurrence avec son collègue vice-Premier ministre Sergueï Ivanov, candidat des *siloviki*. L'arrivée de ce libéral aux affaires traduit un signal fort : la Russie se considère désormais assez puissante ²⁷, après le bilan inespéré des deux premiers mandats de Poutine, pour accélérer sa reconstruction. Le président russe a voulu marquer son respect de la Constitution qui lui interdisait de briguer un troisième mandat consécutif. Même si la majorité des Russes souhaitait qu'il reste à la tête de l'État. Après un xx^e siècle chaotique, la Russie doit achever son processus de stabilisation. Il lui faut pouvoir compter sur une administration en ordre de marche. Le contrôle de la Fédération de Russie est à ce prix. Selon certains, rien n'interdit au nouveau président élu de rester au pouvoir seulement quelques mois, puis de démissionner pour raisons personnelles. Hypothèse connue comme celle du « mandat court ». Cette démission entraînerait alors un nouveau scrutin et la possibilité pour Vladimir Poutine d'effectuer un ou deux mandats de plus ; le tout en accord avec la Constitution qui ne fixe pas de limite au nombre de mandats possibles, mais s'oppose simplement à la succession de trois mandats consécutifs...

Or ce scénario n'est pas conforme à la ligne tracée par Poutine. Ce dernier s'emploie à faire de la Russie un interlocuteur fiable et il n'a pas souhaité verser dans une cuisine politique par trop réductrice. Combien de temps, se demande-t-on en Occident, durera ce tandem politique ? Les Russes savent qu'il a déjà

27. Au point que le chef du parti libéral Iabloko, Grigori Iavlinski, a été reçu au Kremlin le 11 mars dernier, peut-être pour lui offrir un poste ministériel...

près de vingt ans et qu'il n'est ni dans l'intérêt de Poutine ni dans l'intérêt de Medvedev d'y mettre fin. Igor Chouvalov qui pourrait devenir le prochain chef de l'administration présidentielle, travaille depuis plusieurs semaines à dessiner l'architecture du nouvel exécutif et à penser la coordination entre le bureau du Premier ministre et celui du président. Medvedev occupe dès avant son entrée en fonction le 7 mai prochain un bureau au Kremlin dans le bâtiment 14, juste à côté de celui où se trouve encore Vladimir Poutine.

Medvedev n'est pas un homme seul. À côté des « faiseurs de tsars », comme Vladislav Surkov et Alexandre Volochine²⁸, respectivement numéro un et ancien numéro un de l'administration présidentielle, qui avaient choisi, à la fin des années 1990, le candidat Poutine, le nouveau président a d'ores et déjà ses propres réseaux. Il y a dans son entourage immédiat des juristes comme Anton Ivanov, nommé à la Cour suprême en 2005, ou Nikolai Vinnichenko qui dirige les services judiciaires fédéraux depuis 2004 et forme le lien entre Medvedev et Viktor Tcherkessov, puissant patron des Douanes et de la lutte antidrogue ; sans compter Iouri Kovaltchouk, le directeur de la banque de Russie.

Parmi les *siloviki*, le président élu dispose, malgré son profil « *soft* », d'appuis non négligeables. Déjà protégé comme un chef d'État, il a le soutien de Viktor Zolotov, chef de la garde personnelle de Poutine, d'Evgueni Mourou, directeur du service de protection fédéral (en charge des personnalités). Medvedev est également proche du procureur général Iouri Chayka, du numéro deux des Douanes Igor Zavražnov, et du vice-ministre de l'Intérieur Evgueni Chkolov.

Succès symbolique et discret du FSB, justement le 2 mars. Ce soir-là, Poutine et Medvedev décident d'aller saluer une foule de jeunes militants réunis sur la place Rouge pour fêter la victoire avec un concert rock. Image inédite jusqu'ici, les deux leaders, traversent seuls et à pied l'immense place, en tenue décontractée et sous une neige fine, pour rejoindre l'estrade et remercier les électeurs. Alors qu'un homme avait été découvert quelques heures auparavant dans un immeuble juxtant en train de se préparer à assassiner Poutine et/ou Medvedev...

Depuis Ivan le Terrible, les services secrets ont joué un rôle essentiel dans la politique russe. Aujourd'hui reconstitués après la période Eltsine, ils sont un véritable État dans l'État, mais placés au service de celui-ci, car partageant les mêmes buts. Au-delà des affaires surmédiatisées d'assassinats où les services

28. Alexandre Volochine a occupé ce poste pendant les deux mandats d'Eltsine et le premier mandat de Poutine ; on pense à Moscou qu'il pourrait retrouver des fonctions importantes.

russes n'ont certainement pas joué de rôle, on assiste au retour en force d'un véritable service de renseignement de plus en plus présent et efficace, en quête des technologies de pointe occidentales. En somme, le SVR et le GRU font exactement le même travail que leurs homologues des autres grandes puissances.

Paradoxalement, les services secrets américains et britanniques sont beaucoup plus imprégnés des techniques de manipulation héritées de la guerre froide mais perfectionnées et adaptées à notre époque. Les révolutions colorées en Ukraine et Géorgie donnent un bon aperçu de leurs capacités, ce qui traduit aussi un affaiblissement réel des services russes, dont l'ancêtre, le KGB, possédait un savoir-faire redoutable sur ce terrain. En définitive, le renseignement russe est à l'image du pays. Mais il a pour lui un long passé et des ressources humaines considérables ; il évoluera comme il l'a toujours fait, à l'ombre et à l'image du Kremlin.